



ÉDITORIAL

JEAN-LOUIS SANCHEZ

Directeur éditorial

## Peut-on sortir du pessimisme ?

**L**es derniers chiffres sur l'état de l'opinion en France le confirment : notre pays est toujours champion d'Europe du mal-être et la situation ne cesse de s'aggraver. Toutefois, derrière cette situation se cache un clivage considérable entre bonheur individuel et collectif. Le Français est pessimiste sur le monde à venir, et optimiste sur sa situation personnelle. Ce qui s'explique par une défiance absolue vis-à-vis des institutions. Plus de 63 % des Français n'ont pas confiance dans les hommes politiques, qu'ils considèrent comme impuissants face aux grands défis d'aujourd'hui (voir page 8).

C'est tout particulièrement sur le terrain écologique que ce désamour s'enracine, comme le montrent la plupart des sondages effectués à la suite de la démission de Nicolas Hulot, qui ont tous montré un soutien à cet acte courageux. C'est d'autant plus compréhensible que les responsables politiques ne peuvent plus s'abriter derrière l'indifférence des populations pour justifier leur inaction. En effet, les changements climatiques et leurs conséquences sont aujourd'hui perçus par tous comme très angoissants, mais aussi susceptibles d'offrir d'immenses opportunités pour restructurer les économies dans le sens du durable et de la sobriété.

Or, cet aveuglement politique, qui se vérifie aussi dans l'absence de mesures aptes à prévenir une nouvelle crise financière, entretient le vote dit "populiste" qui concerne dorénavant près d'un tiers de l'électorat européen. On risque donc lors des prochaines élections européennes de voir se dessiner un scénario encore plus inquiétant avec une régression démocratique menaçant les fondations-mêmes de l'Europe.

Le pessimisme a donc de beaux jours devant lui, sauf à imaginer que les dernières catastrophes naturelles engendrent enfin une volonté de résistance de tous nos dirigeants, qui pourraient s'inspirer des grandes mutations économiques impulsées dans le passé lors de périodes de transition. Ce fut le cas dans notre pays au XIX<sup>e</sup> siècle avec la construction de dizaines de milliers d'écoles, la réalisation des lignes de métro et la transformation de Paris, ou en temps de guerre la métamorphose de l'industrie. En d'autres termes, bien que la formule soit trop souvent usitée, demandons à nos élus un véritable "plan Marshall" pour le climat, dont les effets seraient utiles non seulement sur le terrain écologique mais aussi économique, avec la création de milliers d'emplois. Lorsque l'on sait que pour réguler la dernière crise financière la banque centrale européenne a su mobiliser 2 000 milliards d'euros pour les banques, il n'est pas inconcevable d'en demander autant pour s'adapter à tous les grands bouleversements. Et restaurer la confiance dans l'avenir.